

ACTION URGENTE

UN AN D'EMPRISONNEMENT POUR AVOIR « INSULTÉ LE ROI »

Ahmad Mshaima a été condamné à une peine d'un an d'emprisonnement pour avoir insulté publiquement le roi de Bahreïn. Il fait également l'objet d'un autre procès pour rassemblement illégal.

Le 9 décembre, **Ahmad Hassan Ali Mshaima** a été condamné à un an d'emprisonnement par un tribunal pénal de première instance pour avoir insulté publiquement le roi de Bahreïn, au titre de l'article 214 du Code pénal bahreïnite qui érige en infraction l'outrage au dirigeant du pays. Il avait été inculpé après avoir lu un poème le 1^{er} novembre lors d'une fête religieuse de l'Achoura sur l'île al Muharraq, au nord-est de Manama. Ce poème évoque l'injustice croissante au Bahreïn et décrit le roi comme un dirigeant injuste qui ne tient pas ses promesses et qui répand le sang.

Ses avocats se sont plaints de ne pas avoir pu assister à son interrogatoire devant le parquet le 14 novembre, le lendemain de son arrestation, car on leur avait dit qu'il n'était pas présent. Pendant l'interrogatoire, Ahmed Mshaima a admis avoir lu le poème et cet « aveu » a été le principal élément retenu pour le condamner. Il n'a pas été autorisé à assister à la première audience de son procès. La seconde audience a eu lieu le 4 décembre et ses avocats se sont vu refuser l'accès à un CD contenant des informations sur la totalité du poème qu'il avait lu.

Ahmad Mshaima a été condamné au titre d'un article du Code pénal qui érige en infraction l'exercice pacifique du droit à la liberté d'expression. Il est également poursuivi depuis décembre 2013 pour avoir participé à un rassemblement public le 14 février 2013. Il a été inculpé de « rassemblement illégal dans l'intention de commettre des infractions et de perturber la sécurité publique ». Le jugement de cette affaire sera rendu à la fin du mois. Dans les prochains jours, il sera transféré de la prison de Dry Dock vers la prison de Jaww, une prison pour les prisonniers condamnés.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais, en arabe ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités à annuler le jugement à l'encontre d'Ahmed Mshaima et à le libérer immédiatement et sans conditions, puisqu'il a été condamné uniquement pour avoir exercé son droit à la liberté d'expression ;
- appelez-les à abandonner les charges pesant sur lui s'il a été inculpé seulement pour avoir exercé son droit à la liberté de réunion.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 22 JANVIER 2015 À :

Roi de Bahreïn

Shaikh Hamad bin 'Issa Al Khalifa
Office of His Majesty the King
P.O. Box 555
Rifa'a Palace, al-Manama, Bahreïn
Fax : +973 1766 4587 (veuillez insister)
Formule d'appel : Your Majesty, / Sire,
(Votre Majesté, dans le corps du
texte)

Ministre de l'Intérieur

Shaikh Rashid bin 'Abdullah Al Khalifa
Ministry of Interior
P.O. Box 13, al Manama, Bahreïn
Fax : +973 1723 2661
Twitter : @moj_Bahrain
Formule d'appel : Your Excellency, /
Monsieur le Ministre,

Copies à :

Ministre de la Justice et des Affaires islamiques
Shaikh Khalid bin Ali bin Abdullah Al Khalifa
Ministry of Justice and Islamic Affairs
P. O. Box 450, al-Manama, Bahreïn
Fax : +973 1753 1284
Courriel : minister@justice.gov.bh
Twitter : @Khaled_Bin_Ali

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de Bahreïn dans votre pays.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la troisième mise à jour de l'AU 5/14. Pour plus d'informations : <http://www.amnesty.org/fr/library/info/MDE11/046/2014/fr>

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

UN AN D'EMPRISONNEMENT POUR AVOIR « INSULTÉ LE ROI »

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le père d'Ahmad Mshaima, Hassan Mshaima, purge une peine de réclusion à perpétuité à la prison de Jaw, dans le sud-est de Bahreïn. Il fait partie d'un groupe de 13 militants de l'opposition condamnés à l'emprisonnement. En 2013, Hassan Mshaima a été privé du droit de bénéficier de soins médicaux et de recevoir la visite de sa famille car il refusait de porter l'uniforme de la prison. Voir l'AU 139/11 (<http://amnesty.org/fr/library/info/MDE11/025/2013/fr>) et ses mises à jour.

Ahmad Mshaima a été arrêté le 28 décembre 2013 et inculpé de « rassemblement illégal dans l'intention de commettre des infractions et de perturber la sécurité publique » à la suite des manifestations du 14 février 2013 marquant le deuxième anniversaire du soulèvement. Son procès devant le tribunal pénal de première instance s'est ouvert le 13 mars 2014 à Manama. Il a nié l'ensemble des faits dont il est accusé. Il a été libéré sous caution le 25 juin alors que son procès était en cours et a été arrêté de nouveau le 13 novembre dans le cadre de nouvelles accusations portées à son encontre.

Lorsque ses proches sont venus lui rendre visite en décembre, après son arrestation, il leur a dit qu'il avait été torturé au cours de son interrogatoire, pendant les premières heures de sa détention. Il aurait notamment été battu, frappé aux jambes, forcé à insulter son père et sa religion, et poussé à signer des documents.

Nom : Ahmad Hassan Ali Mshaima
Homme

Action complémentaire sur l'AU 5/14, MDE 11/050/2014, 11 décembre 2014